



## **2<sup>ème</sup> édition du forum social des quartiers 24-28 septembre 2014**

*Maison des squares, 23 Square de Serbie 35200 Rennes  
forumsocialquartiers@orange.fr*

Réunis au sein de l'association « Forum social des quartiers », cela fait maintenant 4 ans qu'un collectif d'habitant(e)s du quartier Blosne-Bréquigny, propose des moments d'échange sur des questions importantes pour la vie des citoyens, notamment en organisant depuis 2 ans, un Forum Social de quartier.

### **La 2<sup>ème</sup> édition du Forum social de quartier s'est tenue du 24 au 28 sept au Blosne.**

Ce Forum social fait écho aux nombreuses préoccupations des habitants dans le quartier du Blosne sur des sujets divers touchant à la rénovation urbaine, à la réhabilitation des logements, à l'emploi, aux difficultés de vivre ensemble dans un quartier de grande diversité culturelle, à la question des ondes avec l'implantation d'antennes... autant de sujets sur lesquels les habitants ne se sentent pas entendus, et qui faute de débouchés constructifs avec la ville se transforment en tensions, en défiance vis-à-vis de tous les politiques et en repli sur soi.

Ainsi, à un moment où la vie politique est de plus en plus discréditée et que l'avenir - sur le plan social et écologique - s'assombrit, beaucoup se résignent ou se trompent d'adversaires. Il nous paraît donc urgent et nécessaire de réhabiliter le débat et la confrontation d'idées au sein des quartiers, cela constitue pour nous un passage obligé vers une réelle démocratie locale.

### **La démocratie locale est donc au cœur de nos préoccupations**

Ce forum proposait des ateliers de discussion, mais aussi du théâtre, des ciné-débats, un concert ... et un couscous partagé le dimanche midi (cf. le programme joint). Il a réuni plus de 400 personnes (550 entrées).

Le samedi après-midi, plus de 200 personnes ont échangé sur différents sujets comme la rénovation énergétique des copropriétés, l'emploi, la démocratie locale, les besoins des locataires dans les HLM, les discriminations, l'information et les media.... la Palestine. Les comptes-rendus des principaux ateliers sont présentés dans ce document.

***Soirées théâtre et cinéma***



***Repas couscous du dimanche midi***



***Présentation du projet de pièce de théâtre sur la lutte de ST microélectronique, avec Ricardo Montserrat et***





## Atelier Démocratie Locale

27 septembre - Triangle

Si la question du fonctionnement démocratique a été au cœur de tous les débats du forum Social, **un atelier a porté de façon spécifique sur les formes de démocratie locale que les habitants souhaitaient mettre en place au niveau du quartier et de la ville.**

En amont, des animations type porteurs de parole ont été réalisées sur les marchés de Zagreb et St Thérèse les semaines précédant le forum. Les habitants étaient incités à répondre aux questions suivantes :  
La démocratie locale, c'est quoi pour vous ?  
La démocratie locale, vous la voulez comment ?

Cela a permis de recueillir des paroles d'habitants du quartier sur ce qu'est pour eux la démocratie locale et ce qu'ils souhaiteraient.



**L'atelier du samedi a réuni une quarantaine de personnes.** Il s'est déroulé en 2 étapes.

- Dans un premier temps, il s'agissait de définir et d'imaginer de façon très ouverte ce que pourrait être la démocratie locale, à partir de 3 questions : la démocratie locale c'est pour faire quoi ? avec qui ? comment ?  
5 groupes de 7-8 personnes ont travaillé ces questions ensemble. Puis après une mise en commun des réflexions, des axes prioritaires ont été dégagés.
- Dans un deuxième temps, on est revenu sur la situation rennaise, avec un débat sur les différentes initiatives sur le quartier du Blosne et sur le rôle des citoyens dans le suivi des assises de la démocratie locale dans le quartier. Les suites de l'atelier / assises de la démocratie locale ont également été discutées.

Le CR de l'atelier est présenté ci-dessous, suivi d'une synthèse globale sur cet atelier et sur l'animation « porteurs de paroles ». Les résultats détaillés sont présentés en annexe, ainsi que quelques documents de référence sur la démocratie locale.

travail en groupe ...



.... et restitution commune



## 1. La démocratie locale, pour quoi faire, avec qui ? comment ?

### Synthèse des restitutions des 5 groupes de travail

Quoi faire ? <i>les objectifs</i>	Avec qui ? <i>les acteurs</i>	Comment ? <i>la démarche, les moyens</i>
<p><b>Donner son avis, décider, choisir</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Peser sur les choix à tous les niveaux : l'immeuble, la rue, le quartier, la ville, la métropole</li> <li>- Décider du budget de la ville dans les aménagements du quartier</li> <li>- Donner son avis sur la gestion de la vie quotidienne dans un premier temps, puis sur les choix politiques dans un deuxième temps</li> <li>- Co-construire les politiques publiques</li> <li>- Penser local, agir global</li> </ul> <p><b>Discuter et réfléchir ensemble</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Echanger, se rencontrer, débattre ensemble de notre environnement de vie,</li> <li>- Participer, s'investir, s'intéresser à ce qui nous concerne</li> <li>- <b>Faire participer le maximum de gens sur leurs envies... s'exprimer</b></li> <li>- Re-croire à la politique</li> </ul> <p><b>Recenser les besoins de tous les habitants du quartier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recueillir les envies et besoins de tous, sur un pied d'égalité</li> <li>- Assurer le bien-être de tous pour que tout le monde s'y retrouve</li> <li>- Favoriser l'expression de chacun, écouter la parole des habitants, avec respect</li> </ul>	<p><b>Les habitants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Résidents-habitants concernés</li> <li>- Toucher toutes les personnes, et en particulier les personnes qui ne s'expriment pas toujours, les plus fragilisées</li> </ul> <p><b>Les structures qui animent le quartier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Associations</li> <li>- associations de parents d'élèves</li> <li>- Maisons de quartier</li> </ul> <p><b>Les structures économiques du quartier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commerçants</li> <li>- Entreprises</li> <li>- Syndicats</li> </ul> <p><b>Les services publics et institutions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elus, politiques</li> <li>- Représentants des services publics</li> <li>- Ecoles</li> <li>- Bailleurs sociaux</li> </ul> <p><b>Les relais avec la Ville</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité de quartier</li> <li>- Une personne référente par quartier</li> </ul>	<p><b>Des relations de confiance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>En créant des relations de confiance</b></li> <li>- La démocratie locale n'est pas seulement une soupape d'expression</li> <li>- Avec humilité</li> </ul> <p><b>Des démarches, méthodes pour recueillir les besoins et faire participer les habitants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Des lieux d'échange de proximité</b></li> <li>- Des méthodes pour recueillir les besoins, les envies</li> <li>- Faire des enquêtes, sondages, référendums</li> <li>- Implication des habitants, convivialité, création de liens</li> <li>- en exprimant les contradictions, en gérant les conflits (pas simple)</li> <li>- Fête des voisins → proposer des thèmes de discussion</li> <li>- en allant parler aux gens que l'on ne connaît pas... dans tous les lieux publics</li> <li>- Avec un café associatif</li> <li>- Avec un crieur de rue</li> </ul> <p><b>Des instances de concertation avec la ville</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conseil de quartier ? comité de quartiers ? conseil citoyen (obligatoire) <ul style="list-style-type: none"> <li>- tirage au sort des habitants dans cette instance</li> <li>- Présidence tournante et collective / coprésidence</li> </ul> </li> <li>- Droit de vote sur les affaires du quartier</li> <li>- Co-décision entre habitants et politiques</li> <li>- rencontres entre quartiers non décisionnelles</li> <li>- médiation</li> </ul> <p><b>La gestion d'un budget participatif</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Budget autonome, de fonctionnement et d'investissement</b> (=5% du budget d'investissement de la ville)</li> <li>- En confiant des enveloppes (budget) aux habitants</li> </ul>

Ainsi, selon les participants, la démocratie locale ne se limite pas à la question de la prise de décision sur les affaires du quartier, mais concerne également la vie citoyenne dans le quartier et surtout la prise en compte des besoins de tous.

De même les acteurs concernés ne sont pas seulement les habitants et les représentants de la ville, mais aussi les acteurs associatifs, sociaux et économiques du quartier.

Enfin, les moyens pour parvenir à faire vivre la démocratie locale concernent le fonctionnement de l'instance de concertation avec la ville qui doit être repensé, mais également tous les moyens (humains et financiers) qui permettent de recenser les besoins et mobiliser les citoyens sur le quartier.

## Discussion suite aux présentations des groupes de travail

4 priorités ont été dégagées par la salle :

- **Faire participer le maximum de gens sur leurs envies...mobiliser ceux qui ne s'expriment pas**
- **Développer des lieux d'échange et de proximité**
- **En recréant des relations de confiance**
- **Avec un budget autonome, de fonctionnement et d'investissement**

### ***Etat des lieux des comités de quartier et de leur fonctionnement***

Faire un état des lieux des comités de quartier : comment ça se passe avec la mairie, quel est leur budget ? Les conseils de quartiers actuels ne fonctionnent pas très bien, ils ne sont pas assez représentatifs de la population dans chaque quartier.

### ***Des outils pour mobiliser les gens***

Il faut créer des outils pour faire participer le maximum de gens en fonction de leurs envies : rencontrer les gens sur les espaces qu'ils fréquentent, avoir des multi-espaces de proximités proches de chez eux sinon les gens ne se déplacent pas. Comment passer de l'envie à l'action concrète : partir des envies pour arriver à quelque chose de visible. Accès à certaines formations pour participer aux conseils de quartier, prises en charge par les mairies.

### ***Le budget participatif au cœur de la démocratie locale***

La question du budget est centrale. « On a un budget et c'est nous qui décidons ».

Aujourd'hui il y a un budget d'investissement prévu mais pas de budget de fonctionnement -> le budget prévu aujourd'hui ne permet pas de faire réellement fonctionner la démocratie locale.

### ***Des lieux dans le quartier pour faire vivre la démocratie locale***

Il faut poursuivre ce qui est fait par le forum, avoir un lieu physique pour se réunir, un café ? La question de l'accès à des salles est un vrai problème : il faut des salles accessibles et gratuites ! Le Triangle est très cher.

Il faut une maison de quartier ! Ça devait être le Triangle

A quand des lieux gratuits pour les habitants pour organiser des réunions, fêtes...

### ***La rénovation urbaine du quartier***

Question sur l'aménagement d'une voie verte. Depuis la suppression des comités de quartier, les habitants n'ont plus d'information sur les travaux de rénovation urbaine, et ne savent pas à qui s'adresser.

## **2. Les initiatives sur la démocratie locale à Rennes et sur le quartier**

- **Les Assises de la démocratie locale**, à l'initiative de la ville de Rennes → lancement le 4 oct à Villejean, concertation avec les habitants, définition d'une charte le 15 janvier 2015 <https://www.facebook.com/fabriquecitoyennederennes>
- **Les tables de quartier, expérimentation nationale lancée par le ministre de la Ville** → expérimentation conduite au Blosne par le Centre social Ty Blosne (expé nationale suite au rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville »).  
12 villes choisies en France : 6 villes où l'expérimentation est pilotée par des associations, 6 par des centres sociaux (le cas de Rennes).  
L'enjeu est de travailler auprès d'une population qui ne s'exprime pas facilement au niveau des instances de décision du quartier et de la ville.
- **Les conseils citoyens et les maisons du projet, obligatoires dans les quartiers politiques de la ville en 2015** → obligation de les mettre en place dans les quartiers politiques de la ville (loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, fev 2014) → cela concerne tous les quartiers « politique de la ville » de Rennes, dont le Blosne

De nombreuses questions se posent par rapport à ces initiatives, et en particulier le manque d'information sur la façon dont vont se dérouler les assises de la démocratie locale.

### ***Question : quels liens entre ces initiatives sur le quartier du Blosne ?***

La question est posée à JM Goater (élu EELV à la ville et responsable de la démocratie locale).

Il rappelle que la question de la démocratie locale a été au cœur de la campagne des municipales sur Rennes.

Pour les **assises de la démocratie locale**, le projet de la ville est le suivant :

- budget participatif équivalent à 5% budget d'investissement → 3,8 m€ /an à Rennes
- les modalités de fonctionnement pour se répartir et utiliser ce budget sont à préciser : assemblées de quartiers co-présidées par un habitant, référendums locaux ...
- Un Cr du Forum sera présenté à la journée de lancement des assises, le 4 oct.

Les assises de la démocratie locale correspondent à la première phase de la **Fabrique citoyenne** de Rennes, la 2<sup>ème</sup> phase concernera les états généraux de la culture.

Pour les **conseils citoyens** qui doivent être mis en place sur 5 quartiers prioritaires à Rennes, se pose la question de la mise en œuvre d'un conseil citoyen sur le Blosne avec tirage au sort.

Y-aura-t-il à la fois un conseil de quartier et un conseil citoyen ? Le conseil citoyen c'est obligatoire (la loi). Concrètement, il y aura un travail par quartier pour voir s'il faut mettre en place un conseil de quartier ou pas ?

**Question : qui va décider des priorités pour le budget participatif ? et y-aura-t-il un budget de fonctionnement ?**

Actuellement, Il existe un budget participatif de fonctionnement géré par le conseil de quartier, à peu près 15000 euros, plutôt une enveloppe discrétionnaire de l' élu de quartier.

Il est souhaitable que l'instance de quartier décide de la distribution de cet argent

Il est rappelé que certains projets ont fait l'objet d'une concertation qui a mobilisé de nombreux habitants et que la ville n'en a pas tenu compte (ex. super U de bourg Lévêque que les gens du quartier ne voulaient pas) ou que certains projets ont été décidés et définis sans concertation initiale avec les habitants (ex. projet d'aménagement du quartier du Blosne). Il ne faut pas que cela se reproduise si on met en place de nouvelles instances de démocratie locale.

**Question : que va-t-il se passer entre le 4 octobre et 15 janvier ?**

24 personnes vont former un conseil des témoins sur Rennes (12 personnes tirées au sort sur liste électorale et 12 sur une liste de personnes qui se portent volontaires). Ils sont chargés de veiller au bon déroulement des assises, jusqu'au 15 janvier.

Le 15 octobre, un conseil de quartier va être convoqué, puis il y aura création d'un atelier de fonctionnement du quartier. Il y aura des réunions et des rencontres organisées. Il n'y a pas de visibilité sur ce qui va se passer dans le quartier, tout n'est pas écrit, ce sont les élus et les directions de quartier qui vont décider. Pour le Blosne, il faudra interroger l' élu de quartier, Eric Berroche.

*Remarque de la salle* : problème des réunions classiques où viennent toujours les mêmes, il faut des choses beaucoup plus représentatives, réfléchir à des points de contact avec les habitants : faire un travail de terrain, dans les maisons de quartiers, marchés, stands, café, aller hors les murs.

Il faut également des contacts directs avec les structures relais qui interviennent auprès des habitants dans le quartier (asso, centres sociaux,...)

**Question : Comment va être rédigée la charte ?**

Les points de vue seront récoltés, avec la participation des habitants à différents comités d'usagers. Le groupe des 24 témoins participera à la rédaction, mais on ne sait pas encore de quelle façon.

**La suite de l'atelier → poursuivre la réflexion ensemble, notamment sur les 4 priorités, afin d'élaborer des propositions à présenter à la Ville dans le cadre des assises.**

## En synthèse, les éléments qui sont ressortis à la fois des porteurs de parole et de l'atelier

- **Reconstruire une relation de confiance** .... Tout d'abord, nous avons pu constater une grande défiance par rapport à l'existant, dans la rue, de nombreuses personnes ont dit ne plus y croire. Dans l'atelier, la question de re-croire dans la politique est ressortie également. La démocratie locale est donc un enjeu important et devrait être un moyen pour redonner confiance à la politique et aux politiques. **Recréer une relation de confiance entre citoyens et élus et services de la ville est apparue comme une des priorités.**
- **La demande d'une réelle écoute** de la part des élus et de la ville, le mot écoute ressort très souvent ; cela rejoint également **la demande de respect** vis-à-vis de la population. Il est demandé que la parole citoyenne soit prise en compte, **pas seulement comme un avis consultatif dont on peut ou non tenir compte, mais comme une base de discussion et de recherche de solutions.**
- **Le pouvoir de décision en premier lieu sur l'environnement et les projets du quartier.** C'est là dans la proximité et l'environnement immédiat que les citoyens peuvent exercer leur pouvoir de décision. C'est la première étape pour aller vers d'autres instances de décisions, ville, métropole, ... région.
- **La démocratie locale repose sur l'animation d'une vie commune dans un quartier.** Le rôle des associations, des collectifs d'habitants et des structures de quartier (centres sociaux, maisons de quartier) a été cité très souvent, comme vecteur de la démocratie locale.
- **La demande de lieux d'échange et de proximité est apparue comme une des conditions de réussite de la démocratie locale** : espaces de discussion et d'élaboration collective de solutions autour de questions de société, de cadre de vie et de préoccupations quotidiennes des habitants. Cela rejoint la question de la gestion des espaces communs, voire de biens communs dans un quartier, comment créer **du commun dans les quartiers**. La question du coût des salles (ex. Triangle) est apparue comme un frein au développement de la démocratie locale.
- **Une démocratie locale partant des besoins des habitants et leur permettant de développer des initiatives.** La démocratie locale, ce n'est pas seulement de voter sur des projets de la ville, mais c'est aussi de faire émerger des projets de quartier à l'initiative des habitants.
- **L'engagement de la population est enfin une des conditions de réussite d'une réelle démocratie locale.** Celui-ci passe par la confiance, la disponibilité, un accompagnement adapté (médiation, formation...). Une attention particulière a été demandée pour impliquer les populations les plus éloignées des décisions, les femmes, les jeunes, les étrangers et les adultes en grande précarité. La question du **droit de vote pour les étrangers sur les affaires du quartier** a été évoquée.
- **Enfin le mode de fonctionnement des instances de médiation avec la Ville - comité citoyen, conseil de quartier....- doit être repensé pour répondre aux besoins identifiés précédemment.** Plusieurs modes de fonctionnement ont été évoqués : co-présidence avec un habitant, présidence tournante et collective, renouvellement tous les ans, tirage au sort pour les membres du comité, etc. Axe important de la démocratie locale, la réflexion sur ce sujet est à poursuivre.
- **Le budget participatif ne doit pas seulement toucher les investissements, mais aussi le fonctionnement,** notamment pour mener des actions permettant d'impliquer Tous les habitants : information de proximité, médiation, enquête sur les besoins, référendums locaux, etc. Cette instance doit s'appuyer sur les relais locaux (collectifs d'habitants, associations, centres sociaux, maisons de quartiers,...).



## Annexe 1 : Parole d'habitants – porteurs de paroles

marché de Zagreb (20 sept, 27 sept) - marché St Thérèse (24 sept)

### Question : la démocratie locale, c'est quoi pour vous ?

- C'est respecter le peuple, sa parole et ses droits ! C'est travailler pour lui et pour son bien être ! Politiciens, élus, respectez et **écoutez-nous** !
- Une **illusion** pleine d'avenir
- C'est une belle idée mais dont **on parle plus qu'on ne met en pratique,**
- Ça reste abstrait pour moi... comment **décider** quelque chose **sans s'accorder sur un angle politique** ?
- **Engagement** !
- C'est **reprendre en main** nos vies !
- C'EST UN PRODUIT LOCAL !
- C'est la meilleure part du gâteau ! (avec un dessin)
- Plus d'**écoute** des élus, pas seulement quand il y a la fête. **Ils ne répondent pas** sauf de faire une zone de priorité avec la police
- **ECOUTEZ** !
- Que notre parole soit **VRAIMENT entendue** et que l'on **réponde VRAIMENT** à nos préoccupations de la VIE, DROIT à la **PAROLE de TOUS**
- Les mêmes droits pour toutes et tous. **Ecoute** et respect du peuple
- La démocratie locale actuelle est pour moi un peu du **« baratin » et du « cause toujours »**. J'aimerais que cela prenne plus de sens concret et pratique dans la vie réelle, ex. allouer des budgets conséquents pour favoriser l'emploi
- La démocratie locale, c'est de pouvoir **décider** de son avenir aux regards des besoins !
- La démocratie locale ; c'est avoir un pouvoir **décisionnel** sur notre environnement au niveau du quartier
- D'avoir des échanges de discussion, des ateliers de bricolage, salle de jeux, cinéma, peinture... quelque chose de propre pour l'hygiène
- Quoi que l'on dise, on ne nous **écoute** pas. Et surtout ne plus nous surcharger d'immeubles
- Que la population locale puisse **donner son avis** sur les projets de leurs quartiers
- **PRENDRE EN CONSIDERATION** LES DEMANDES ET LES PLAINTES DES LOCATAIRES
- Je veux une démocratie libre, c'est-à-dire une **expression libre**, mais aussi des gens attentifs aux besoins des autres, des gens compréhensifs aux attentes des autres, une **démocratie sociale où les étrangers ne sont pas négligés**
- Travailler sur la mise en commun ex. laverie, réception satellite, outils...
- Davantage de temps d'**écoute** –réunion par l' élu de quartier. **Prise en compte effective** de nos réclamations ex. arbres.... couleur des tours... usine à bois ...
- Ségolène Royal, me semble-t-il , a développé de bonnes idées sur ce qu'elle appelle la démocratie participative. **Le mouvement associatif doit être le vecteur de cette participation.**
- La 1<sup>ère</sup> génération d'émigrés (maghrébins) a construit ce quartier (Blosne), il faut les valoriser ! ex. leur donner un nom de rue.... améliorer leur retraite.... leurs enfants et les jeunes seraient alors fiers d'eux.
- La démocratie aujourd'hui n'est pas pour tout le monde. Démocratie directe dans les quartiers pour **décider de nos vies.**
- Une démocratie pour la protection des enfants au niveau du quartier, être protégé.

## Annexe 2 : Résultats groupes de travail atelier « Démocratie locale »

Pour faire quoi ?	Avec qui ?	Comment ?
<b>Groupe 1</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Donner son avis</li> <li>- Démocratie = que chacun pèse les choix</li> <li>- Local ? concerne la commune ou la métropole ? l'unité de base est le quartier</li> <li>- Assurer bien-être et bonheur de chacun (du plus grand nombre ?) en tenant compte de la mixité sociale et des origines</li> <li>- Echanger, se rencontrer</li> <li>- Développement durable +++</li> <li>- Qualité de vie</li> <li>- Densité (pourquoi des immeubles)</li> <li>- Mixité sociale ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elus de quartier ?</li> <li>- Et comité ?</li> <li>- Les résidents qui doivent discuter entre eux</li> <li>- Bailleurs sociaux</li> <li>- Professionnels divers</li> <li>- Associations qui sont un vivier important</li> <li>- Ecoles et asso de parents, il y a un travail à faire dans le domaine de l'éducation</li> <li>- Elus Ville de Rennes</li> <li>- Rôle des Politiques, des maisons de quartier ? au départ c'était bien le rôle du Triangle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunions invitant les habitants avec powerpoint ? jusque là ce sont des réunions où on invite des habitants pour les informer (ex. projet urbain, promenades informatives pas top)</li> <li>- Ce ne doit pas être seulement une soupape d'expression</li> <li>- Réunions et expérience en bas des tours ?</li> <li>- Maximiser les lieux de rencontre et d'échange, et la convivialité</li> <li>- Restreindre les groupes (petite échelle) pour les échanges</li> <li>- Profiter des fêtes des voisins (de rues) avec thèmes (projections)</li> <li>- Manque une courroie de transmission entre les gens des quartiers et les élus dans l'immédiat</li> <li>- Inscrire la démocratie locale dans les outils de planification</li> <li>- Diviser un budget global en budget par quartier</li> <li>- Faire des enquêtes publiques, sondages, référendums, pour inciter les gens à donner leur avis</li> <li>- Nécessite une implication des habitants donc c'est un travail de longue haleine</li> <li>- Droit de vote dans tous les quartiers</li> <li>- Etre associés aux évaluations des réalisations</li> <li>- Travailler sur des projets culturels locaux qui impliquent les gens au quotidien</li> </ul>

<b>Groupe 2</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Démocratie = ensemble des personnes</li> <li>- N'est pas contradictoire de parler de démocratie locale ? non -&gt; c'est la participation de l'ensemble de personnes d'un espace donné</li> <li>- Penser local pour agir global et pour aller vers des décisions globales</li> <li>- Participer, s'intéresser à ce qui nous concerne, s'investir</li> <li>- Amener les gens à donner leur avis sur la vie quotidienne</li> <li>- Sincérité de la démarche +</li> <li>- Question de la représentativité</li> <li>- Gestion ou politique ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avec les habitants, pas seulement organisés et informés</li> <li>- Pas seulement les politiques et les techniciens qui gèrent notre vie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapprocher les institutions des habitants</li> <li>- Se concerter, créer du lien → lieux, espaces (ex. conseil de quartier)</li> <li>- Créer des lieux Echange et contrôle</li> <li>- Qui participerait aux comités de quartier ? si tout le monde ne vient pas, on prend les volontaires ou on tire au sort ; si tout le monde s'exprime, alors il faudra gérer les conflits → S'inspirer des soviets</li> <li>- Tirage au sort</li> <li>- En éduquant en permanence</li> <li>- En exprimant les contradictions</li> <li>- Nous sommes qq uns à ne pas nous satisfaire de vivre sous le despotisme éclairé actuel (qui est pourtant globalement satisfaisant). D'où notre vrai problème : comment persuader la majorité qui s'en satisfait de sortir de son inertie et de s'investir dans de la démocratie locale ?</li> </ul>
<b>Groupe 3</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exercice de notre citoyenneté / débattre de notre environnement</li> <li>- Favoriser l'expression de chacun</li> <li>- Droits/ devoirs : responsabilités individuelles et collectives</li> <li>- Droit à la parole / droit à l'écoute : trouver des espaces où l'on se sent à l'aise</li> <li>- L'expression de tous : entendue, écoutée</li> <li>- Quand on est entendu et écouté, on passe à l'action</li> <li>- Mettre en place des lieux et des dispositifs de co-construction avec les habitants sur les politiques publiques</li> <li>- Repartir de la base ; politique ascendante (des besoins)</li> <li>- Ecouter et prendre en considération la parole des habitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les citoyens, et surtout avec les invisibles qu'il faut aller voir</li> <li>- Construire une expression collective</li> <li>- Tendre à une horizontalité et une transversalité : élus, habitants</li> <li>- Les 1ers concernés par les politiques publiques (les problèmes quotidiens)</li> <li>- Repartir de l'existant (asso et collectifs)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer / former autour de la citoyenneté, et accompagner les gens</li> <li>- Le crieur de rue</li> <li>- Repenser les instances de démocratie locale : ex. (moins) de techniciens, d'élus lors d'événements publics</li> <li>- (re)croire à la politique</li> <li>- 1 personne « référente » ( / flou institutionnel). Idée de représentants et pas 36 contacts</li> <li>- Un lieu : café associatif de proximité / convivialité</li> <li>- Co décision ? on nous « consulte » beaucoup, pour juste un avis pas forcément pris en compte, il faudrait une vraie co-décision</li> </ul>

<b>Groupe 4</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire quoi dans le quartier ?</li> <li>- Décider dans le quartier, la rue, l'immeuble ?</li> <li>- Décider du budget de la ville <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement, urbanisme</li> <li>- Service public</li> <li>- Transport, espaces verts</li> <li>- Commerce, mobilier urbain</li> <li>- Lieux de rencontre, potagers partagés</li> <li>- Piscine, locaux vides</li> </ul> </li> <li>- Mise en place de réunions sur de sujets divers et variés, rencontres festives</li> <li>- Etre solidaire, résoudre des problèmes de solidarité, de logement, vie sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les habitants</li> <li>- Des représentants des associations</li> <li>- Les syndicats</li> <li>- Les élus</li> <li>- Les représentants des services publics <ul style="list-style-type: none"> <li>- Administration</li> <li>- Ecoles, crèches</li> <li>- CCAS</li> <li>- bibliothèques</li> </ul> </li> <li>- Les commerçants</li> <li>- Les entreprises</li> <li>- Les personnes en maison de retraite</li> <li>- Les clubs sportifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avec humilité</li> <li>- Le conseil de quartier <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un élu mandaté par les habitants, et révocable, tiré au sort ( ?)</li> <li>- représentants des différentes structures</li> <li>- Présidence collective et tournante</li> <li>- Avec des réunions à date régulière</li> <li>- Avec un budget autonome, maîtrise complète du budget</li> </ul> </li> <li>- Rencontres entre quartiers, non décisionnelles, qui permettent l'échange, retours d'expérience</li> <li>- Dialogue avec l' élu de la mairie du quartier → médiation avec le conseil Q → débat → accord ? Si pas d'accord → délibération au conseil municipal qui peut émaner du conseil de quartier</li> <li>- Budget formation (budget de la mairie)</li> </ul>
<b>Groupe 5</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire participer un maximum de personnes aux choix locaux : urbanisme, budget, envies</li> <li>- Recueillir envies/besoins des gens</li> <li>- Donner envie aux gens de s'exprimer sur eux</li> <li>- leur faire prendre conscience qu'ils peuvent avoir du pouvoir sur leurs choix de vie : emploi et conditions d'emploi, de vie (logement, transports, culture, loisirs...)</li> <li>- Leur donner un réel pouvoir dans les décisions</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tout le monde : étrangers et non-étrangers, enfants, jeunes, et adultes</li> <li>- Elus avec non élus : surtout fragilisés, exclus, associations, collectifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité de conseil citoyen à tirer au sort ? comment on tire au sort ? sur quelles listes ?</li> <li>- En allant parler aux gens qu'on ne connaît pas : chez eux, dans la rue, les commerces de proximité, les marchés, transports, les réunions publiques, les structures institutionnelles, CAF, Pôle emploi, préfecture, collectifs , associations de quartier, bibliothèques, fêtes de quartiers, sorties d'école....</li> <li>- En confiant des enveloppes financières aux habitants, qui décident d'utiliser cet argent dans des projets de biens communs (ex. 10% du budget)</li> <li>- En créant des relations de confiance (affectives), en comprenant et s'adaptant aux gens auxquels on s'adresse</li> <li>- En proposant des référendums locaux</li> <li>- En impliquant les jeunes dans la vie du quartier (ex. capseuse = colocataire à projet solidaire, voir AFEV asso étudiants)</li> </ul>

## Annexe 3 : documentation

- Alternatives municipales, vers des communes en transition (ATTAC France, fev. 2014)  
<https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports-37/article/alternatives-municipales-vers-des>
- Pour une réforme radicale de la politique de la ville - Ça ne se fera plus sans nous (Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache) , rapport remis au Ministre de la ville François Lamy, rapport consacré à la citoyenneté et au pouvoir d'agir dans les quartiers populaires [http://cosoter-ressources.info/opac/doc\\_num.php?explnum\\_id=2478](http://cosoter-ressources.info/opac/doc_num.php?explnum_id=2478)
- Réseau demopart <http://demospart.fr/>
- Site démocratie participative <http://www.participation-et-democratie.fr/>
- Les tables de quartier : <http://www.villesetterritoireslr.fr/wordpress/wp-content/uploads/2014/07/fiche-1-Presentation-de-l' experimentation.pdf>
- La fabrique citoyenne, Les assises de la démocratie locale Rennes :  
<https://www.facebook.com/fabriquecitoyennederennes>
- Les conseils de quartier : <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/dico/conseil-de-quartier>
- Petite histoire de l'expérimentation démocratique (Y. Sintomer)

### ***Les citoyens, protagonistes de la politique de la ville*** (extrait rapport *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*)

Le 8 juillet 2013, la sociologue Marie-Hélène Bacqué et le responsable de l'association [ACLeFeu](#) Mohamed Mechmache ont remis au Ministre de la ville François Lamy leur rapport *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*. Ce dernier est consacré à la citoyenneté et au pouvoir d'agir dans les quartiers populaires et est sous-titré par le mot d'ordre « Ça ne se fera plus sans nous ».

Selon ses deux auteurs, qui ont rencontré environ 300 acteurs associatifs et ont mené une conférence citoyenne sur le sujet, les dispositifs classiques de participation citoyennes mis en place dans les vingt dernières années n'ont pas dépassé la communication ou la concertation autour de projets. Faire des habitants les acteurs du changement aurait été le « rendez-vous manqué » de la politique de la ville qui reste, pour les auteurs, imposé par le haut.

Ils proposent ainsi de refonder la politique de la ville sur des mots et des pratiques nouvelles : « *l'empowerment à la française* » — codécision, co-construction, pouvoir d'agir, pouvoir d'interpellation et d'action des citoyens — dont une autorité indépendante devrait gérer les fonds. Au niveau local, ils proposent des Tables de concertation rassemblant associations et collectifs, des plateformes associatives d'échanges de pratiques.

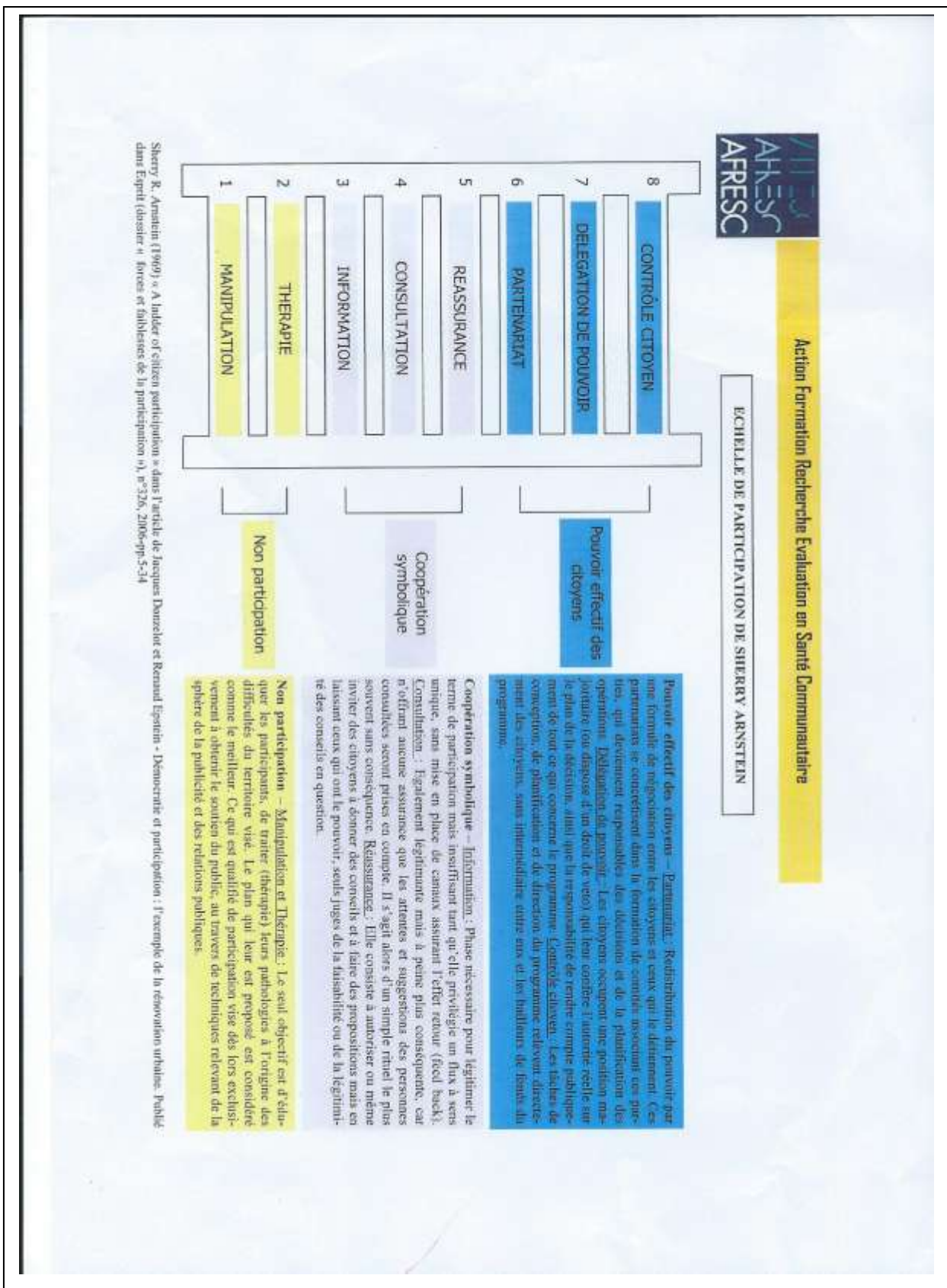
L'aspect le plus innovant est cependant la proposition d'intégrer au moins 50% d'habitants dans les instances de décision de la politique de la ville (ANRU, Conseil national des villes, etc.).

Le rapport propose cinq orientations majeures (avec 26 propositions plus concrètes qui y sont reliées) en mesure de redessiner profondément la politique de la ville :

- Appuyer le développement du pouvoir d'agir, les démarches d'*empowerment* ;
- Mettre les citoyens au cœur des services publics ;
- Démocratiser la politique de la ville ;
- Changer l'image des quartiers ;
- Accompagner un renversement de démarche par la formation et la co-formation.

Un nouvel impératif participatif semble ainsi ressortir de manière claire de ce rapport : « Ça ne se fera plus sans nous », comme le dit son sous-titre. Une invitation à concevoir le pouvoir d'action des citoyens comme la colonne vertébrale de la citoyenneté contemporaine.

## Echelle de participation de Sherry Arnstein (1969)





## Atelier Rénovation énergétique des co-propriétés

27 septembre - Triangle

L'implantation prochaine de nouveaux immeubles à basse consommation d'énergie ainsi que l'obligation de rénovation avant 2020, inquiètent les copropriétaires de logement des années antérieures dont, de ce fait, le patrimoine se dévalorise

Pour son 2e Forum, qui a eu lieu du 24 au 28 septembre 2014, l'association Forum Social des Quartiers a organisé un atelier sur la rénovation énergétique des copropriétés.

**Jacques Gefflot**, architecte, **Stéphane Chevrier**, sociologue et **Joël Gauthier** de l'ARMEC (Association Régionale pour la Maîtrise de l'Energie en copropriété), étaient invités pour répondre aux interrogations des habitants.

### *Questions techniques*

- Complexité sur le plan technique, d'où nécessité d'une adhésion large
- Sensibiliser les copropriétaires, faire un état des lieux et une étude socioéconomique  
D'où une étude préalable indispensable et globale, un audit général, tenant compte de toutes les problématiques (accessibilité,,,) )
- Difficultés de travaux sur sites occupés  
Accompagnement nécessaire du début à la fin des opérations de rénovation
- Attention avec l'isolation thermique qui peut amplifier les bruits intérieurs (voir l'impact sur l'isolation phonique) et entraîner de la condensation  
Plusieurs interventions : isolation extérieur – intérieur – ventilation (Voir les Tours du Blosne, opération intéressante)
- Le fonctionnement de la nouvelle usine, biomasse, modifiera la facturation, Les coûts devraient diminuer par rapport à l'évolution du coût du marché de l'énergie
- Pour gagner en compétence, une formation est indispensable, Divers organismes la dispensent, dont l'Armec, Il faut absolument une efficacité de l'opération (coefficient de résultat) et un CPE (Contrat de Performance Energétique)
- L'exigence à l'horizon 2020 doit passer de 240 Kwh/m<sup>2</sup> à 80 (le neuf est actuellement à 50 Kwh)
- Études concertées et pilotées entre tous les acteurs : copropriétaires, conseil syndical, syndic, architecte, maître d'œuvre, organismes financier et social
- Phaser l'opération pour plus de cohérence (choix des interventions de rénovation en plusieurs étapes)

## ***Critères nécessaires pour conduire une rénovation énergétique dans de bonnes conditions***

Méthodologie et cohérence sont nécessaires  
Sensibiliser les copropriétaires, débloquer les freins  
Faciliter l'organisation financière

Sensibiliser les syndics  
Le syndic *applique* les décisions du Conseil syndical  
La démarche des professionnels en étude préalable et tout le long de l'opération, doit partir de l'écoute des copropriétaires et de leurs attentes (quels sont les usages, quels sont les possibilités financières, ...)

Un **audit général** doit être réalisé préalablement puis présenté en **AG extraordinaire**. Une Ag ordinaire n'est pas suffisante, un débat est indispensable pour accéder à des décisions

- Comment gagner la confiance des copropriétaires ?
- Comment se prennent les décisions de travaux ?
- Pourquoi pas un pot en fin de séance ou pour toute autre occasion pour créer de la convivialité, ce qui peut faciliter l'expression de tous

Avoir une parfaite connaissance de la copropriété : faire une étude socioéconomique « la carte vitale de la copropriété » (quels sont les usages, la cohabitation, l'accessibilité, l'image de l'immeuble, les abords, les parties communes, les possibilités financières,,,,)

Avoir un leader énergétique, un suivi du projet  
Prendre le temps – temps long (4 à 5 ans avant le début des travaux)  
Efficacité de l'opération (coefficient de résultat)  
Renouveler la confiance dans le temps  
Bien définir les mots, vérifier que tout soit bien compris

## ***Avantages d'une rénovation énergétique***

Une rénovation, c'est aussi du bien-être et du bien vivre  
Améliorer notre habitat c'est aussi une fierté, une meilleure image et aussi une revalorisation  
Les travaux permettent les rencontres et une meilleure connaissance des voisins

## ***Questions***

Où trouver un interlocuteur unique pour amorcer, soutenir les rénovations dans les copropriétés ?  
Par où commencer ?  
En absence d'interlocuteur unique que faire ?  
Réunion d'information nécessaire : qui l'organise ?  
Pour les copropriétés du Blosne, quelle suite à donner ?  
Constituer des groupes de travail ?

## ***Quelle suite ?***

Vos réactions à ce débat seront les bienvenues  
Ce débat nous a semblé trop court pour répondre à toutes les questions soulevées par les habitants  
Si vous êtes intéressés pour poursuivre la réflexion, les questionnements et la réalisation de rénovation, un groupe de travail peut se constituer.





## Atelier Emploi

27 septembre 2014 - Triangle

### Objet de l'atelier

- une réflexion sur la question de l'emploi sur le quartier
- Comment aider à aller vers l'emploi ? Trouver ensemble les solutions et les mettre en place

### Contexte

Quartier dont 40 % des jeunes sont au chômage

Questions fréquentes chez les jeunes :

- comment obtenir un stage, un emploi voire un job pour l'été ?
- demande d'aide pour créer un réseau

### Participants

40 personnes, dont certaines impliquées dans des structures d'accompagnement à l'emploi, notamment dans le domaine de l'Economie Sociale et solidaire

- Accompagnement à l'emploi : Intermède, école paysanne, association DSHP (Développement social humain de proximité), Solidarité nouvelle face au chômage (Champs manceaux)
- Réseau solidaire Pays de Rennes (ESS)
- Coopératives de création d'emploi : Elan créateur, Oxalis
- UL CGT, CGT Pôle emploi
- CPB Blosne

Après une brève intervention sur la situation de l'emploi, l'atelier s'est orienté sur la présentation des initiatives pour la création d'emploi et l'accompagnement à l'emploi sur le quartier, notamment dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

### La situation de l'emploi, par Valérie Kerauffret de l'UL CGT

La question de l'emploi se décline sur plusieurs niveaux, du bassin d'emploi au quartier, des grosses entreprises aux petites structures...

**Les grosses entreprises** : PSA : 400 emplois supprimés (1 emploi supprimé à PSA, ce sont 5 emplois dérivés supprimés). Les questions portent sur l'emploi, mais aussi sur les conditions d'exercice du travail.

Il y a un éloignement des salariés du pouvoir de la direction, avec des découpages est vente d'entreprises.

Les salariés ne savent plus qui prend les décisions et à qui s'adresser.

Les lieux de travail et les lieux de vie sont également de plus en plus éloignés, ce qui ne permet pas de s'impliquer dans la vie citoyenne de son quartier. Les trajets domicile-travail sont coûteux.

**Les services publics** : il faut également souligner la suppression de services publics dans le quartier, ce sont aussi des emplois qui disparaissent.

**Les commerces et les services de proximité** : la question est également à voir au niveau des commerces de proximité, des centres de soin, etc.

**L'artisanat** : il y a beaucoup de petits artisans du bâtiment dans le quartier. Il faudrait voir comment valoriser ce secteur, notamment sur les travaux de rénovation urbaine.

## **Présentation des différentes initiatives existantes**

### **Présentation d'Elan créateur, par Nina Jamet**

<http://cae35.coop/entreprendre-en-cae/qui-sommes-nous/elan-createur-interactiv>

Au sein d'Elan Créateur, Nina accompagne des personnes sur la création d'activité dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

Elan Créateur est une société coopérative de création d'emploi sans avoir besoin de créer sa propre entité. Cette structure permet de rester sous le régime général en tant que salarié de la coopérative.

Avec le régime scop, on peut avoir plusieurs boulots, par ex boulanger et consultant ! Donc cela permet l'entrepreneuriat tout en étant salarié de la scop.

Elan Créateur est situé à Villejean ( ), intervient en priorité sur ce quartier, mais également sur Rennes

### **Présentation d'Oxalis, par Mathieu Jegou**

<http://www.oxalis-scop.fr/>

Oxalis est une scop de création d'emploi sur le quartier du Blosne, qui à la différence d'Elan créateur a été fondée par ses membres qui travaillent dans le domaine de l'informatique et de l'infographie.

### **Présentation d'Intermède, par Mustapha Laabid**

Intermède est une structure d'accompagnement à l'emploi pour les jeunes, situé au Blosne (15 place du Landrel)

Moustapha, raconte pourquoi il a créé Intermède. De retour en France en 2005 au moment crise des banlieues surveillant, chef d'entreprise, puis à l'étranger, il a créé des cafés et demandait aux jeunes ce qu'ils attendaient : c'est un emploi !

A décidé de travailler là-dessus pour aider les jeunes à trouver un emploi, avait créé des tables rondes des jeunes diplômés du quartier.

Cela fait 8 ans qu'il est sur quartier. Cherche des nouvelles voies. Travaille sur la lutte contre discrimination. La première discrimination c'est le capital relationnel.

Quand un jeune a trouvé du travail, il quitte le quartier et c'est un autre plus précaire qui le remplace !

Intermède reçoit 600 personnes/an.

Pb de trouver un stage de 3ème : 70 n'ont rien trouvé !! Il faut mettre en réseau.

### **Présentation de l'Ecole paysanne, par Mikaël Hardy, paysan formateur ([ecolepaysanne@gmail.com](mailto:ecolepaysanne@gmail.com))**

L'école paysanne est liée à la Confédération paysanne, et a pour objectif de former de jeunes agriculteurs, avec une démarche basée sur la pratique et un accompagnement par un paysan formateur. Il y a un groupe de jeunes à la Conf qui travaille sur l'agriculture de demain. Il y a des emplois possibles à la campagne, dans le domaine de l'agriculture et des services. Il y a également une réflexion sur l'agriculture urbaine. Il faut ouvrir ces formations aux jeunes qui habitent les quartiers et qui n'ont pas d'emploi. Les jeunes ne pensent pas forcément à ce type d'emploi. Cela peut commencer par un stage.

Il faut développer le statut de paysan formateur, notamment en rémunérant des paysans pour prendre des jeunes en stage.

Il est nécessaire de trouver des nouveaux outils : ex paysan formateur, ouvrier formateur...

### **Présentation de Réso solidaire et d'un garage solidaire, par Laurent Prieur**

[http://www.resosolidaire.fr/dossiers/dossiers.php?val=1\\_accueil](http://www.resosolidaire.fr/dossiers/dossiers.php?val=1_accueil)

Réso Solidaire est le pôle de développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) du pays de Rennes, qui vise à promouvoir et accompagner des projets de création d'emploi dans ce domaine.

Dans ce cadre, Laurent anime un Garage solidaire sur Guichen, qui permet à des gens de retrouver un emploi dans le domaine de la mécanique auto. <http://www.garagesolidaire.fr>

L'équipe est constituée de 4 encadrants et 15 personnes sont en insertion avec un CDD de 6 mois. Il y a 70% de financement public.

A l'origine, le projet de garage solidaire est né à Carhaix et l'association de Carhaix est devenue régionale (fonctionne depuis 6 ans). Actuellement dans cette asso, il y a donc 2 garages solidaires sur la Bretagne. C'est un peu équivalent aux Compagnons bâtisseurs, côté mécanique automobile.

### ***CGT Pôle emploi, par Nadine Morvan***

Nadine est syndicaliste à la CGT et travaille à Pôle emploi.

Trouve intéressant de voir le foisonnement de statuts associatifs dans le domaine de la réinsertion, mais pense qu'il faut aussi défendre les services publics pour la recherche d'emploi.

Il est important de ne pas penser que parce qu'on est né au Blosne on est condamné à être au chômage au Blosne !

C'est bien d'être dans le concret, mais sur la question de l'emploi, il faut aussi être dans l'analyse, la mise en cohérence. C'est par exemple, le rôle du Codespar (Conseil de développement économique et social du pays et de l'agglomération de Rennes), instance qui réunit des représentants du monde de l'entreprise, syndical, associatif, politique. <http://www.codespar.org/> Le Codespar cherche actuellement à s'ouvrir aux jeunes.

### **Discussion suite aux présentations**

#### ***Les jeunes face aux institutions (Codespar, Pôle emploi, Mission locale...)***

On constate une certaine défiance des jeunes face aux institutions, qui ne répondent pas toujours à leurs besoins au quotidien et dont les jeunes ne maîtrisent pas toujours les codes.

Pour certains, une instance comme le Codespar est très loin des jeunes qui ne peuvent s'y exprimer ; pour d'autres il faut se saisir de l'opportunité que le Codespar s'ouvre aux jeunes, ex forum des chefs d'entreprise à la Binenais, ça a des résultats. <http://www.codespar.org/nos-projets/jeunes-et-territoire.html>

Une personne souligne que les gens (et les jeunes) n'ont plus confiance en Pôle emploi ou à la Mission locale, car très déçus des emplois et autres mesures. Ça part dans tous les sens.

#### ***La création d'emplois ? ... la réduction du temps de travail... un revenu de base ?***

Un intervenant, militant écologiste, remet la question de la création de l'emploi à un niveau plus global, et dit qu'il faut reprendre l'idée de la réduction de travail sinon il n'y aura pas de solutions. Cf loi Robien qui a permis à des entreprises de passer à 32 heures, cela a créé plein d'emplois.

On note que si on admet qu'il y aura moins d'emploi à l'avenir (?), deux voies sont possibles, soit on partage le temps de travail, soit on met en place un revenu de base. Peut-on les mener de front ?

Françoise Rubion (CGT, parti de gauche, élue à Rennes), propose plusieurs axes de travail :

- réduire le temps de travail, combat à mener par plusieurs bouts
- réduire les emplois pénibles
- partager les gains
- défendre le revenu de base

Les gens cherchent à vivre dignement, donc pourquoi pas un revenu de base. Penser activité épanouissante plutôt qu'emploi.

### **Quelles suites possibles sur le quartier ?**

Cet atelier a permis de faire dialoguer des structures qui travaillent sur les questions d'emploi de façon différente sur le quartier : des acteurs de l'économie sociale et solidaire qui développent de l'emploi dans ce secteur, des structures d'accompagnement à la création d'emploi, les syndicats qui interviennent pour soutenir des salariés des secteurs privé et public, .... Nous sommes tous conscients de la difficulté de la situation concernant l'emploi, et les solutions dépassent bien évidemment le cadre du quartier. L'économie sociale et solidaire peut être un axe de développement d'emploi, et l'installation prochaine de la Maison de l'ESS dans le quartier (construction d'un

immeuble près de la station de M° Triangle) pourra apporter une dynamique dans ce domaine. De même la création de sa propre activité peut être un débouché pour certains, même s'il faut être vigilant sur l'auto-entreprenariat qui doit être bien accompagné pour éviter de créer des emplois trop précaires. En fait, toutes les possibilités doivent être étudiées.

Pour poursuivre l'atelier, des pistes de collaboration ont été évoquées par les participants, notamment sur le volet de l'orientation et de l'accompagnement des jeunes dans la recherche d'emploi.

- **Mise en réseau et des différentes structures pour poursuivre la réflexion, échanger des informations**, et trouver ensemble des solutions pour améliorer l'emploi pour les jeunes et les habitants du quartier ; élargissement à d'autres structures économiques du quartier.
- Nicolas de l'école paysanne souligne le besoin de converger avec ce qui existe, et d'aller à la rencontre de ceux qui travaillent en milieu urbain → **organiser une rencontre des 2 mondes (paysan et urbain) au Blosne ?**
- Avoir une démarche pour rencontrer les jeunes là où ils sont, **faire bénéficier les jeunes de nos réseaux pour trouver un stage, voire un emploi (parrainage?)**
- Créer une banque locale, pour **aider à la création d'emploi**.

**Une nouvelle rencontre sera organisée en nov-dec 2014, avec les personnes intéressées.**

---



## Atelier Discrimination

### *La lutte contre les discriminations ethniques*

27 septembre - Triangle

Cet atelier a réuni des personnes plutôt qualifiées dans la lutte contre les discriminations ethniques mais peu de public ordinaire ; il était signalé dans le programme du « Forum social du Blosne » mais ni annoncé dans le journal Ouest-France, ni dans les agendas municipaux ou de quartier, ni dans les listes de diffusion de certaines Associations intéressées. La qualité des participants a justifié que le débat s'oriente vers une inter-connaissance de l'action des uns et des autres plutôt que sur une approche générale de la discrimination, largement exposée lors de l'Université d'été du CRID, à Rennes, le 3 juillet dernier.

#### **Participants**

Tony ZAINÉ (Asso Liberté Couleurs), Franck MILPIED (Asso Liberté Couleurs), Céline ZIWES (ex-chargée de mission au CRDED), Sarah ANSARI (chargée de mission au CRDED), Valérie FAUCHEUX (Conseillère municipale de Rennes), Nicolas (Mission locale), Ernest AHIPPAH (Assos Appatame et FEDINPA), Michel DUPAQUIER (Asso Forum social des quartiers), Marjolaine (étudiante en Master de socio-linguistique), Yolande (qui a travaillé en milieu hospitalier), Régis (Enseignant du supérieur), un professeur d'école, etc...

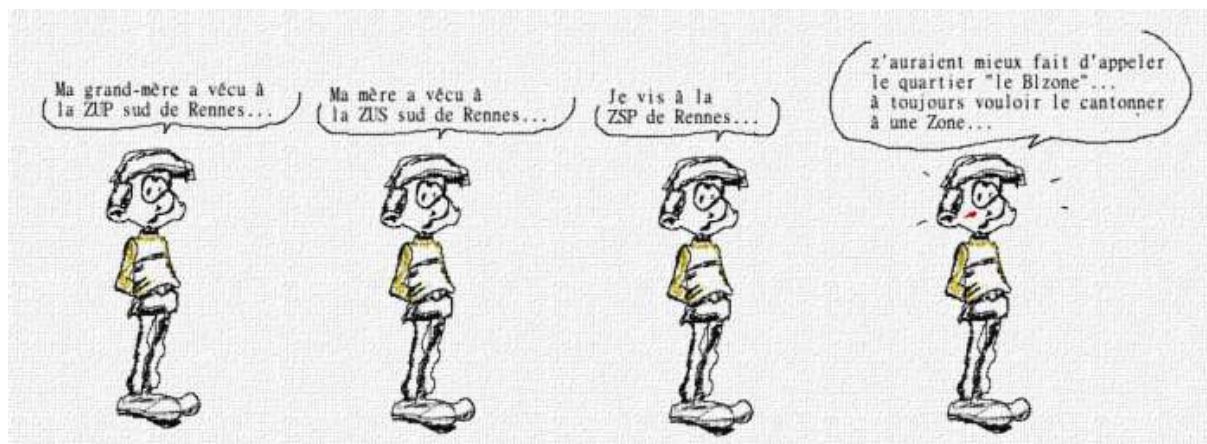
**Excusés :** Ghania Boucekkine (Maison Internationale de Rennes), Nabil TAHIRI (Asso La Réussite Urbaine), Redah BANAMAWE (Asso Tofres-Togo), Asso « Villages solidaires » (La Chapelle-des-Fougeretz et Montgermont).

#### **Pourquoi un atelier sur les discriminations ethniques ?**

**Au niveau national**, les dernières élections (municipale, européenne) ont vu croître, en valeur relative au moins (en % des voix exprimées) le vote en faveur de l'extrême droite, qui met en cause directement les immigrés dans l'explication des aspects négatifs du bilan social et économique de la France : notamment pour le chômage, la délinquance, les déficits comme celui de la Sécurité Sociale etc. D'un autre côté, une trentaine d'organisations regroupées dans le « Collectif des Associations laïques de France », plutôt situé à gauche, a fait paraître un manifeste, au printemps, pour combattre les revendications identitaires au nom de la laïcité. De même, le journal « Marianne » (n° 11 – 27/06/14) a lancé un appel pour lutter contre « la fracturation identitaire et religieuse » et le renoncement croissant « aux principes laïcs ». Le sujet de cet atelier est donc cerné et actuel.

**Au niveau du quartier**, la création d'une **Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP)** sur le quartier du Blosne en 2013 a été justifiée par quelques incidents ponctuels et le développement du trafic de drogue. Or, l'expansion de l'usage des stupéfiants est une tendance mondiale (comme le démontre la télévision chaque soir, par des reportages ou des fictions) et pas du tout réservée à ce quartier. La création de cette ZSP correspond à un effet d'annonce politique

plus qu'à une augmentation de la délinquance. Quelques rondes supplémentaires sont effectuées par les polices municipale ou nationale mais on n'a pas vu parallèlement de vraies créations d'emplois (source : FO-police). Pendant ce temps, les stigmates concernant les immigrés finissent par s'étendre au quartier tout entier, avec le concours de nos élus, ce qui est un comble ! La création de la ZSP symbolise, en effet, ce stigmate.



### Tour de table et témoignages

**Tony ZAINE** : Il occupe un poste de médiateur à l'Association « Liberté Couleurs »(Le Blosne)

Le savoir-faire particulier de l'association s'adapte aux projets engagés. Chacun de ces projets et le programme de prévention sont élaborés après une demande émanant d'une structure d'accueil de jeunes (établissement scolaire, F.J.T., équipement de quartier...) ou de groupe de jeunes. Ceci est traduit dans la mise en œuvre de l'action par une participation active du public ciblé.

**Les thèmes d'intervention et de création de supports sont** : La vie affective et amoureuse ; La sexualité et l'orientation sexuelle ; Les violences à caractère sexiste ; Les risques sexuels et notamment les IST et le Sida ; La prévention des usages de drogues licites et illicites ; - Les comportements citoyens dont le respect

**Franck MILPIED**: Intervenant « Education au respect et prévention des violences » à l'Association « Liberté Couleurs »(Le Blosne)

Au collège de la Binquenais, il a travaillé avec les jeunes (11-16 ans) en élaborant une carte du quartier pour analyser leurs projections dans l'espace ; il a poursuivi pour mieux connaître les facteurs de transmission des valeurs de respect entre jeunes et adultes. Il a présenté son travail en divers lieux dont la Maison de quartier de la Binquenais, lors d'une rencontre sur **le respect** à laquelle participait Michel Dupaquier en tant que sociologue.

**Céline ZIWES** : Ancienne responsable du CRDED, elle est actuellement chargée de mission « Lutte contre les discriminations – accès aux Droits » de la ville de Rennes et Rennes-métropole.

**Au CRDED (Conseil Rennais de la Diversité et de l'Égalité des Droits)**, elle a mis en place 3 sortes d'actions : d'abord une sensibilisation du public aux discriminations par une campagne d'information, ensuite la mise à jour de la rubrique « étrangers » dans le guide « Vivre à Rennes » (éditions 2010 et 2011), enfin elle a travaillé avec l'association « Topik » sur l'histoire de l'immigration à Rennes, qui a donné lieu à une exposition aux Champs libres et à la publication d'un livre sur l'immigration en Bretagne.

**Actuellement**, elle s'occupe de la formation des agents d'accueil ; elle suit les pratiques RH (Ressources Humaines) de la ville de Rennes et Rennes-Métropole, qui emploient 5 500 personnes, et elle participe à la politique de soutien à la vie associative.

**Sarah ANSARI** : Nouvelle responsable du CRDED et chef de projet à la mission « Lutte contre les discriminations – accès aux Droits » de la ville de Rennes et Rennes-métropole : **on a pu la retrouver** :

- **Le 23 mai : au Forum de l'égalité et des luttes contre les discriminations** destiné aux professionnels salariés des Institutions rennaises. Le soir, à partir de 20h30, un public plus large a pu assister à une "conférence gesticulée". « *Une personne écrit sur un sujet politique, social ou culturel à partir de sa propre expérience. C'est une forme nouvelle de conférence, plus détendue et spectaculaire* », précise Céline Ziwès, co-responsable de cette journée.
- **Le 24 mai: à Convergences culturelles**  
Le film : « Origine contrôlée » a été présenté au cinéma « Arvor » à un large public associatif et notamment l'UAIR et le débat a été coordonné par Michel Dupaquier. La clôture de la semaine "Convergences culturelles", Place de la Communauté a été *un évènement « festif et familial »*, selon Sarah Ansari. Le midi, un buffet préparé par les associations Scholem, Ar Maure et West In Îles a été ouvert à tous, suivi de nombreuses animations.
- **Le 7 juillet: à la réunion « Promouvoir l'égalité des droits et la diversité culturelle à travers la création artistique »** à laquelle ont participé une vingtaine de représentants d'institutions culturelles.

**Valérie FAUCHEUX** : « Tête de liste de Rennes à gauche en 2008, je suis impliquée depuis longtemps sur les dossiers locaux. Secrétaire administrative dans un lycée professionnel, je suis en charge d'un certain nombre de dossiers, qui me mettent en proximité des familles en difficultés économiques et sociales. ». Elue conseillère municipale en 2014, au nom du Front de gauche, sur la liste « Changez la ville » avec Europe-Ecologie-Les Verts, elle est censée défendre la position suivante : « nous affirmons que l'égalité doit être au cœur de toutes nos politiques :

- Au cœur de nos politiques en direction des lycéennes et des lycéens. La consultation organisée l'an passé a montré à quel point cet enjeu était décisif dans la construction des jeunes.
- Au cœur de nos politiques de formation professionnelle et d'insertion, où les discriminations s'aggravent en matière d'accès à la formation, à l'emploi ou encore aux stages. Nous devons également lutter contre les représentations sexuées des métiers.
- Au cœur de nos politiques de développement économique. Le label « Haute Qualité Sociale », en cours d'élaboration, doit très vite aboutir à une critérisation des aides en faveur des structures et des entreprises qui promeuvent l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap et qui affichent une détermination totale sur le refus des discriminations.

La Région a également un rôle à jouer auprès des acteurs de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité, et notamment les associations et la communauté éducative en leur apportant notre soutien financier bien sûr, mais aussi en rendant leurs actions plus visibles et mieux coordonnées. C'est donc toutes nos politiques qui doivent s'attaquer à la question des discriminations et qui doivent viser à l'égalité. » **Intervention de Caroline Bardot (Front de gauche) au Conseil Régional le 16/02/2012.**

**Ernest AHIPPAH**: Ernest est né en 1947 à Jacquville en Côte d'Ivoire. Arrivé en France en 1972, et au contact des cultures traditionnelles, en particulier en région Bretagne, il redécouvre sa propre culture traditionnelle et devient danseur, musicien, conteur et promoteur et organisateur des projets de développement pour les villages de Côte d'Ivoire. Il crée l'association Bretagne Côte d'Ivoire en 1980 puis ouvre à Rennes la première école de musique et de danse et centre d'animation africaine à Rennes, l'Appatame. (Association créée en 1990). L'Association Bretagne-Côte d'Ivoire a mené dans ce pays des actions à partir d'antennes situées dans les villages (Jacquville, Azaguié, Kidimasso ...). Par exemple, le projet "Environnement" a permis de déceler une pollution importante dans le lac de Jacquville. En accord avec les villageois, l'association a conçu et planifié un projet de construction d'un lavoir et de revoir le système d'écoulement des eaux usées pour améliorer la vie des habitants.

L'Association Appatame (qui signifie « l'abri ») vise à développer, en Bretagne, les percussions, la danse africaine, le théâtre, le conte et le chant. Ces activités sont transmises et partagées auprès de nombreux publics, du plus jeune au plus ancien, ainsi qu'aux personnes handicapées...

En cette année 2014, L'APPATAME fête ses 24 ans d'existence. Avec « Bretagne-Côte d'Ivoire » et « l'Institut Mond'Afrique » elles sont fédérées dans FEDINPA (Fédération d'Initiatives Panafricaines).

Ernest a apporté un témoignage précieux sur la façon dont « ses » Associations ont participé au projet du Triangle puis ont été écartées progressivement de l'institution.

1985 : il a participé aux groupes de projet puis à l'inauguration.

1985-89 : il pilote différents cours et ateliers mais son Association n'est pas hébergée

1989 ; ses cours sont déplacés à Thorigné.

Actuellement, il intervient plutôt hors de Rennes, dans des communes de l'agglomération ou des grandes villes de Bretagne.

**Michel DUPAQUIER:** Enseignant de sociologie à l'Université Rennes 2 depuis 1974 (actuellement à la retraite). Il a également mené des recherches ou de l'enseignement au Sénégal, en Irlande et en Suède en apprenant les langues (officielles) de ces pays. Il a donné des cours sur l'intégration et les discriminations à l'Université et est intervenu cet été à l'Université d'été du CRID, à Rennes. Il est membre du CRDED. Il co-dirige une revue : « Jeunes d'Europe » dont le dernier numéro s'intitule : « Ségrégation et discrimination de la diaspora et des populations africaines ». Il présente ici ce numéro.

L'ensemble des articles vise à renouveler le cadre géographique étriqué (franco-centré) de l'analyse des discriminations : Il s'étend ...à l'Afrique elle-même : par exemple les ethnocides au sein du monde musulman (Darfour) ...ou aux diasporas (peuples africains déportés dans les Caraïbes et sans revendication nationale). Il est rappelé que c'est en Afrique, à Durban, que l'ONU publie sa plus importante déclaration contre la discrimination raciale, dont les extraits les plus importants sont reproduits ici.

Michel a écrit un article plus personnel sur la comparaison France - Royaume Uni en termes de discrimination. Celle-ci est reliée à la constitution, la crise puis la semi-dissolution des Empires. Qui se souvient qu'au temps de l'Empire français, celui-ci payait des voyages à la Mecque à certains dignitaires religieux ? La comparaison s'étend également aux Etats-providence respectifs qui ont marqué les droits des minorités et leurs possibilités d'intégration.

#### **Autres intervenants:**

**Marjolaine** développe des actions visant à sensibiliser les parents et les professeurs au multilinguisme ;

**Régis** s'interroge sur les liens entre la précarité économique et les discriminations.





## **Atelier Commerce - Urbanisme**

**27 septembre - Triangle**

20 participants - Animation Yves et Lars

Présentation du film court de 15min réalisé par le FSQ sur le commerce de proximité. Le film pose plusieurs questions sur les relations et interactions entre les différents types de commerce : commerces de proximités, marchés, AMAPs et super et hypermarchés.

Le débat avec le public a porté sur la complémentarité entre ces types de commerce. Rapport qualités prix, accessibilité, place des commerces dans la vie sociale d'un quartier... et comment faire pour créer une dynamique d'aménagement d'un quartier par ou avec les commerces.

La demande de plusieurs intervenants porte sur des commerces autres que les commerces d'alimentation. Il manque des services : réparation vélo, garages, cordonniers, services de bricolage partagés... Cette dernière idée a été développée dans le sens de la création d'un lieu de services alternatifs avec comme philosophie l'entraide.

Au sujet des AMAP et les propos tenus dans le film concernant la demande d'un lieu spécifique pour les AMAP. Plusieurs intervenants s'opposent à cette idée en argumentant qu'il faut que les AMAP soient intégrées au maximum dans le quartier et non pas à l'écart dans un lieu spécifique.

Une autre idée forte avancée : raisonner pour les questions d'aménagement en termes d'ilots voir par immeubles et non pas par quartiers. L'exemple évoqué est le centre commercial de la Biquenais qui est riche en commerces. Mais ils sont dispersés et sans liens directs. Un projet d'animation/d'aménagement avec les habitants de la tour et les deux immeubles autour et les commerçants pourrait être une idée à creuser.



## **Atelier Media**

### ***La presse n'a pas bonne presse***

**27 septembre - Triangle**

25 personnes ont participé à ce débat qui a permis à un public divers de participer à une discussion animée, avec Acrimed, des journalistes des "Rennais" et de Agoravox, des responsables d'associations (MIR, AMAP, Collectif Jours heureux) des étudiantEs de Science Po et de lycée etc. la plupart du quartier ...

#### ***Le contexte actuel***

Cela devient presque un lieu commun de le dire, les journalistes n'ont pas la cote. Tous les sondages le disent. Des associations comme Acrimed ou Arrêt sur Image par exemple, émettent des critiques sévères contre le système de presse. Les médias sont presque tous aux mains des grands groupes financiers ou industriels. Ceux financés comme les télévisions ou les radios publiques par l'état, ou les collectivités locales n'échappent pas non plus aux critiques parfois radicales.

Les médias apparaissent de plus en plus comme des produits à vendre (marchandise à vendre). On est bien loin des médias issus de la résistance (CNR). Les quotidiens continuent de disparaître qu'ils soient de gauche ou de droite. Libération est en train de supprimer une centaine de postes de journalistes, et les gratuits nous envahissent. Sur Rennes, Ouest-France est en position de monopole, mais dit-on, la succession à sa tête soulève des problèmes. Le CNR prônait à la libération l'indépendance et le pluralisme. L'irruption du numérique ajoute encore à cette crise. Pour l'illustrer on pourrait prendre des exemples concrets de cette "mauvaise" information. Les plus marquants sans doute : le référendum sur le traité Européen ou la récente grève de la SNCF ...

Il nous paraît donc utile de tenter de comprendre cette crise globale, parce que nous pensons que l'information est un pilier de la démocratie en général. Mais aussi évidemment nécessaire d'analyser les médias locaux qui sont décisifs dans la démocratie locale. Le licenciement de 3 journalistes de TV Rennes, après les élections municipales, nous interpelle donc fortement. La direction n'avait pas voulu les laisser traiter de l'affaire Pillouer ; ce dernier s'était autorisé à écrire à tous les abonnés pour défendre la politique culturelle de la municipalité sortante.

#### ***Discussion dans l'atelier***

Cet atelier porte sur l'information locale. Voici les questions que nous nous posons :

- Comment se construit l'information pour la télévision, les journaux, le numérique ?
- Comment parlent-ils des quartiers ? Qui fait les choix des sujets ? Qui décide ? Quelle est la part de la technique journalistique (moyens) et la part de la ligne éditoriale (ou politique).

On devrait analyser concrètement comment nos médias locaux imprimés, Ouest-France Le Mensuel ... traitent de l'information, par exemple comment tel fait divers est traité. On pourra analyser comment dans OF, la rubrique

quartier a disparu...etc. On pourrait aussi analyser la ligne éditoriale des journaux municipaux ou métropolitains : le Rennais ...

Et en contre point **une alternative est-elle possible** ? Plusieurs expériences locales ont déjà existé. L'idée est d'adopter une attitude critique face à la presse, avec comme préoccupation centrale le développement de la démocratie locale. Et pourquoi pas, si les volontés existent, créer un sorte **d'observatoire de l'information locale**. On doit souligner le grand succès sur le net de Médiapart qui atteint les 100 000 abonnés, le défunt « Là bas si j'y suis », le futur 7 /9, neuf (Mermet). Alter1info sur Rennes nous semble un bon modèle d'investigation journalistique local (cf. leurs divers articles sur notre quartier ... ).

L'atelier aurait du analyser la façon dont Ouest France avait annoncé le FSQ, mais en dehors des brèves auto-produites, rien !... Pierre d'Acrimed a passé au crible et de façon détaillée le traitement partiel et partial du conflit des cheminots dans le quotidien breton...

Un débat sur plusieurs thématiques a suivi (l'ensemble du débat est à retrouver en ligne)

Personne ne s'est déclaré en opposition avec la méthode proposée. Il a été précisé par exemple que dans les collègues, il y avait des initiations à la lecture de la presse. Je ne développe pas sur les critiques faites et donc des méfiances justifiées envers les divers medias. Evidemment la solution, serait de lire, d'écouter et de voir plusieurs presses. Il faut juste avoir du temps et de l'argent ... ce qui est loin d'être général ...

Le modèle économique actuel de la presse quotidienne est-il en voie d'extinction ou pour le moins en perte de vitesse ? Avec une baisse d'audience et d'achat ... Dans ce cas, quelle alternative ? Quel modèle économique ? Celui développé par Mediapart semble le plus intéressant.

### **Deux pistes, autour de l'idée de la contre info ont été évoquées**

- Création d'une agence de presse alternative appuyée sur des réseaux locaux (associations, syndicats, partis ..), cette association de bénévoles devrait fédérer plusieurs supports (internet, papiers) et s'engagerait à présenter des informations locales fiables (contre point aux medias actuels).
  - Une deuxième piste n'a pas été formulée lors de ce débat, mais découle de cette première : C'est la même idée, mais avec des supports existants comme Mediapart ou le 7 /9 neuf, avec des journalistes professionnels locaux. Cela implique un financement (le mieux de type service public ...)
-